

de ce programme touche des centaines de groupes et de personnes qui ont déjà entamé une procédure de contestation de jugement. Qu'arrivera-t-il des procès qui sont déjà devant la Cour d'appel ou à une autre étape? Le gouvernement les financera-t-il jusqu'à la fin du processus?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, je ne sais pas quelles dispositions ont été prises à l'égard des affaires qui sont déjà devant les tribunaux, mais je demanderai une réponse ferme à mon collègue sur cette question.

L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE

LES RÉUNIONS DES CHEFS D'ÉTATS—L'EXCLUSION DU CANADA

L'honorable H.A. Olson: Je voudrais poser une question. Le leader du gouvernement pourrait-il nous présenter un rapport sur l'état d'avancement de nos négociations sur le commerce international que mènent actuellement le chancelier allemand et le président américain?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, à l'inverse peut-être de mon collègue, je n'ai vu aucun communiqué sur la rencontre entre le chancelier de l'Allemagne et le président des États-Unis. Selon leur habitude, c'est aussi leur droit, ces deux leaders tiennent une conférence bilatérale, comme nous, les Canadiens, en avons avec nos partenaires commerciaux. J'espère qu'ils pourront réaliser des progrès, sur des questions non seulement bilatérales, mais aussi multilatérales. Je voudrais simplement que le sénateur puisse se défaire de sa désagréable paranoïa à cet égard.

Le sénateur Olson: Ma paranoïa découle un peu de la gravité des problèmes qui se posent. Cette rencontre n'est pas banale; elle a été prévue afin de remplacer une réunion multilatérale qui se tenait à Genève et où les 109 pays membres pouvaient être présents à la table pour faire connaître leur position.

Je me suis inquiété hier en entendant le leader du gouvernement dire que le gouvernement était d'accord avec tout cela. Nous pourrions nous retirer et laisser ces deux négociateurs déterminer ce que seront les négociations commerciales pour le Canada. Si c'est la position du gouvernement, c'est que nous avons abdiqué notre responsabilité au profit des leaders de ces deux pays.

● (1500)

Je peux vous dire ceci: l'article XI ne sera pas maintenu parce que ces deux leaders s'y opposent. Que devient donc notre position à l'égard de l'article XI?

Le sénateur Murray: Je suis persuadé que mon honorable collègue espère que l'article XI ne survivra pas, mais nous faisons tout en notre pouvoir pour nous assurer que non seulement il ne soit pas supprimé, mais qu'en fait, il soit renforcé et clarifié. Il est tout simplement incroyable que mon honorable collègue s'oppose au fait que le chancelier d'Allemagne et le président des États-Unis se rencontrent pour discuter de tout un éventail de questions bilatérales et, bien entendu multilatérales dont l'une des principales est l'Uruguay Round. Nous négocions avec une centaine d'autres pays.

[Le sénateur Wood.]

Le sénateur Olson: Participez-vous aux réunions en question?

Le sénateur Murray: Permettez-moi de terminer. Nous sommes à la table des négociations à Genève avec une centaine d'autres pays et il s'agit là des négociations multilatérales extrêmement importantes. Nous avons des entretiens bilatéraux sur ces questions avec pratiquement tous nos principaux partenaires commerciaux. J'ai déjà dit à plusieurs reprises à mon honorable collègue, à un autre sujet, que le premier ministre du Canada s'était mis en rapport avec le président Bush, le chancelier Kohl, le premier ministre Major, le président Mitterand, le gouvernement italien, le gouvernement japonais et les représentants de la Communauté européenne. Il y a des entretiens bilatéraux entre notre premier ministre, nos ministres, nos fonctionnaires et les leurs. Ils portent sur les questions en jeu lors des négociations multilatérales. Qu'y a-t-il de mal là-dedans? C'est là la façon normale de procéder dans le monde. L'honorable sénateur le sait pertinemment. Je ne peux comprendre qu'il nous fasse perdre notre temps en soulevant ces fausses craintes.

Le sénateur Olson: Honorables sénateurs, j'ai une seule autre question supplémentaire. Je voudrais dire au leader du gouvernement que les souffrances et les terribles difficultés financières des céréaliers de l'ouest du Canada sont bien réelles. Si le gouvernement fédéral ne l'a pas encore compris, il est de mon devoir de m'assurer de porter cette question à l'attention du leader du gouvernement tous les jours où nous nous réunissons. C'est ce que j'essaie de faire. Jusqu'à maintenant, vous avez échoué totalement et lamentablement dans vos tentatives pour négocier l'accord au nom du Canada, de sorte que nous devrions vous sortir du pétrin. Si vous jugez que la situation est sans gravité, c'est votre affaire.

Je vous annonce que c'est surtout pour cette raison que votre taux de popularité en Alberta est tombé à 6 p. 100. J'ai l'intention de me lever et de vous interroger là-dessus à chaque séance, pour au moins vous signaler la gravité de la situation. C'est une situation qui ne cesse d'empirer.

Pendant combien de temps encore ces gens pourront-ils survivre? Vous vous levez pour répondre: «Eh bien, nous avons envoyé de l'argent en 1985 et en 1986.» Cela fait six ou sept ans. Ces gens n'ont pas de revenu net depuis ce temps parce que le gouvernement est incapable de défendre le Canada avec succès aux négociations qui se tiennent dans le cadre du GATT. Si cela n'éclaire pas le ministre sur les motifs qui me poussent à poser ces questions, je ne vois tout simplement pas ce qui y parviendra.

Le sénateur Murray: Eh bien, l'honorable sénateur a d'abord parlé de l'article XI. C'est une disposition que nous...

Le sénateur Olson: L'article XI fait partie de mes propos. Il y est question de subventions agricoles.

Le sénateur Murray: C'est exact. Donc, l'honorable sénateur a d'abord parlé de l'article XI, qui est une disposition que nous tentons toujours de renforcer et de clarifier, car le document Dunkel, par exemple, est inacceptable à cet égard. Maintenant, l'honorable sénateur parle du secteur céréalier des Prairies et je regrette beaucoup de l'entendre dire que le document Dunkel est insatisfaisant dans la mesure où ce secteur est concerné. Je ne crois pas que ce soit l'impression de bien des gens qui participent à ce secteur. En effet, peu de gens